

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi



**76^{EME} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**DISCOURS DE
SON EXCELLENCE MONSIEUR MACKY SALL,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Thème : Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience
afin de se relever de la COVID-19 : reconstruire
durablement, répondre aux besoins de la planète,
respecter les droits des personnes et revitaliser
l'Organisation des Nations Unies**

Vérifier au prononcé

New York, le 24 Septembre 2021

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,
Chers collègues,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames, Messieurs,
Distingués délégués,

Monsieur le Président, le Sénégal vous félicite et vous adresse ses meilleurs vœux de succès à la Présidence de la 76^{ème} session de l'Assemblée générale.

Je renouvelle au Secrétaire Général nos félicitations pour sa réélection et nos souhaits de réussite dans l'exercice de sa mission au service des Etats membres.

Le thème de cette session rappelle l'ampleur et l'urgence des défis qu'il nous faut relever pour l'avènement d'un monde meilleur et plus sûr.

L'urgence est au Sahel, où des groupes terroristes continuent leurs attaques et pillages meurtriers contre des populations innocentes.

En tant que contributeur de troupes à la MINUSMA, avec **1350** éléments, le Sénégal reste solidaire des pays frères durement éprouvés.

Nous continuons de plaider pour que la MINUSMA soit dotée d'un mandat robuste pour lutter efficacement contre les groupes terroristes.

A défaut, il est essentiel que les pays membres du G5 sahel bénéficient d'un appui conséquent dans le combat vital qu'ils mènent contre le terrorisme.

Où qu'il puisse s'établir, le terrorisme reste une menace globale ; et le système de sécurité collective des Nations Unies doit le combattre. Nous ne devons pas accepter que l'Afrique en devienne le sanctuaire du terrorisme international.

Au Proche Orient, le Sénégal réitère son appel à la réalisation du droit du peuple palestinien à un Etat viable, coexistant pacifiquement avec l'Etat d'Israël, chacun à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

L'urgence est aussi dans la lutte contre les effets sanitaires, économiques et sociaux dévastateurs de la pandémie COVID-19.

Le Sénégal a opté pour une gestion transparente de la maladie dès le premier cas testé positif, le 02 mars 2020, en publiant au quotidien l'état de la situation.

En outre, nous avons déployé un Programme de Résilience économique et sociale de **près de deux milliards de dollars**, pour soutenir les ménages, les entreprises, les travailleurs et notre diaspora, relever considérablement notre plateau médical, assurer la gratuité des tests et des soins, et acquérir des vaccins.

Je remercie les pays et Institutions partenaires pour leur soutien dans notre lutte contre la pandémie. Je salue l'élan généreux et solidaire déployé dans le cadre de l'initiative COVAX.

En dépit de ces efforts appréciables, **la fracture entre pays vaccinés, au Nord, et non vaccinés, au Sud, ne cesse de s'élargir** ; ce qui ne fera que retarder l'éradication de la pandémie et le retour à une vie normale pour tous. Le ***chacun pour soi*** ne nous sortira pas de la pandémie.

Personne ne sera à l'abri si le virus et ses variants continuent de circuler quelque part dans le monde.

Seule une réponse planétaire, facilitant l'accès de tous aux vaccins, viendra à bout de cette maladie planétaire.

Dans cet esprit, je remercie les pays et Institutions partenaires qui soutiennent le projet de production de vaccins par l'Institut Pasteur de Dakar.

C'est une initiative majeure, au service de l'Afrique. Le Sénégal participera au financement du projet avec une partie de ses **DTS**.

En même temps, nous devons poursuivre les efforts de relance économique.

C'est l'objet du ***New Deal*** avec l'Afrique, issu du Sommet de Paris du 18 mai dernier sur le financement des économies africaines.

Grâce au consensus réalisé au sein du G20 **le premier objectif du Sommet a été atteint**, avec l'émission historique de Droits de Tirages Spéciaux à hauteur **650 milliards** de dollars. Je salue la diligence de **Madame Kristalina Georgieva**, Directrice générale, du Fonds Monétaire International, dans la mise en œuvre ce consensus.

Ainsi, l'Afrique a pu disposer de son quota de **33 milliards** de dollars pour renforcer sa résilience sanitaire, atténuer en partie l'impact de la crise et amorcer la relance économique. C'est un acquis considérable, dont il faut se féliciter.

Cependant, au regard de l'impact profond de la crise, l'Afrique a besoin d'un financement additionnel d'au moins **252 milliards** de dollars d'ici à 2025 pour contenir le choc et amorcer sa relance économique.

Travaillons donc ensemble pour réaliser le deuxième objectif de Paris. Il s'agit de réallouer, en faveur des pays africains, selon des modalités à convenir, **67 milliards** de dollars, mobilisables sur les quotas de DTS des pays riches qui y consentent, pour atteindre le seuil des **100 milliards** convenus.

Nous pouvons y arriver, en maintenant le dialogue ouvert et confiant déjà engagé.

C'est ainsi que nous pourrons asseoir les prémices d'un **New Deal** avec l'Afrique, par une gouvernance économique et financière mondiale réformée, plus juste et plus inclusive.

Ce **New Deal** est possible, si nous faisons en sorte que les paradigmes relationnels avec le continent reposent plus sur le partenariat que sur l'aide publique au développement.

De toute évidence, l'aide ne peut satisfaire les besoins d'un continent de plus d'un milliard d'habitants où beaucoup reste encore à construire.

En plus de ses efforts internes, l'Afrique en quête d'émergence a surtout besoin d'accéder à des ressources concessionnelles et mixtes conséquentes, sous forme de prêts, pour financer les secteurs indispensables à son décollage économique : **infrastructures, énergie, agriculture, industrie, eau et assainissement, santé, éducation et formation, entre autres.**

Pour ce faire, un **New Deal** avec l'Afrique devrait aider à vaincre les déterminismes qui entravent l'accès du continent à ces ressources.

J'appelle les pays et Institutions partenaires à travailler avec nous à l'assouplissement des règles de l'OCDE pour libérer le potentiel de l'investissement en Afrique. Chacun y trouvera son compte ; car les besoins en investissements d'une Afrique en construction constituent autant d'opportunités de croissance et de prospérité partagées.

De même, la réforme des Nations Unies s'impose 76 ans après la naissance de notre Organisation. Le système multilatéral inspire confiance pour autant qu'il fédère les aspirations et intérêts de toutes ses composantes.

Il est temps que la composition du Conseil de Sécurité reflète les réalités des **Nations Unies du 21^e siècle**, dans toutes leurs diversités, et non celles, révolues, du monde de l'après-guerre.

Le Sénégal réaffirme son attachement à la position africaine commune exprimée dans le Consensus d'Ezulwini.

Bâtir notre avenir commun, c'est aussi prendre soin de notre planète, conformément au *principe de responsabilité commune mais différenciée*, face aux ravages du réchauffement climatique.

Au titre de sa Contribution déterminée nationale, le Sénégal poursuit ses efforts de transition énergétique, portant les énergies renouvelables à plus de **30%** de ses capacités électriques installées.

Ce taux sera renforcé avec le projet en cours d'électrification solaire de **1000 villages**, en partenariat avec le Fonds Vert Climat et la Banque ouest africaine de Développement.

A terme, grâce à la stratégie **gas-to-power**, nous visons un objectif de **100%** d'énergies propres avec l'exploitation prochaine de nos ressources gazières.

Mais nos pays ne peuvent réussir la transition énergétique et renoncer aux schémas pollueurs des pays industrialisés, sans une alternative viable, juste et équitable. **L'exploitation du gaz naturel comme énergie de transition doit être soutenue.**

C'est pourquoi le Sénégal considère que l'arrêt des financements de la filière gazière, sous prétexte que le gaz est une énergie fossile, sans tenir compte du fait qu'il est aussi et surtout une énergie propre, serait une grave atteinte à nos efforts de transition énergétique, d'accès universel à l'électricité, de compétitivité et de développement économique et social.

Nos pays qui subissent déjà le poids écrasant de l'échange inégal ne sauraient porter le fardeau d'une transition énergétique inéquitable. J'appelle, par conséquent, au maintien des mécanismes de financement du gaz comme énergie de transition.

Un autre défi majeur nous interpelle : celui de la condition féminine dans le monde.

Alors que nous venons de célébrer le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing avec l'Initiative **Génération Égalité**, nous savons que des progrès ont été certes accomplis.

Mais nous mesurons surtout le long chemin qui nous sépare de l'objectif d'élimination de toute forme d'inégalité, de discrimination et de violence contre les femmes et les filles.

Il n'est pas acceptable que les femmes et les filles, qui constituent la moitié de l'humanité, continuent de subir de tels traitements au 21^e siècle. Ainsi, le Sénégal a criminalisé depuis janvier 2020 les actes de viol et de pédophilie.

Continuons la mobilisation générale en faveur de la protection et de l'autonomisation des femmes, mais également des jeunes, y compris par la promotion de la finance inclusive et la mobilisation des ressources au titre de la campagne **Global Financing Facility**, initiée par la Banque mondiale.

Monsieur le Président, chers amis,

Les temps sont assurément difficiles et incertains.

Mais nous devons garder espoir, comme le suggère le thème de notre session. Pour ce faire, il nous faut agir en nous souvenant que les Nations Unies ont été bâties sur la promesse d'un monde meilleur, régi par le respect des principes de **souveraineté, de coopération et de diversité des peuples**.

C'est la foi dans ces idéaux qui réunit en ces lieux les représentants des peuples depuis 76 ans.

En conséquence, chaque coup porté à la souveraineté, chaque coup porté à la coopération et à la diversité, est une entorse faite à nos idéaux communs, une entorse faite à notre raison d'être ici.

Un monde exténué par l'abîme de la guerre, le repli sur soi, la destruction de l'environnement et les servitudes matérielles court à sa perte.

La promesse d'un monde meilleur pour tous fleurit sur le terreau du dialogue et du respect mutuel ; et non dans le dogme du conformisme, du mépris culturel et civilisationnel.

Elle s'épanouit dans l'esprit d'ouverture, d'altérité et du soin, pour soulager ceux qui souffrent de la faim, de la soif, de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance.

A cette fin, nous ne pouvons-nous satisfaire d'un **futur de promesses**. Nous devons travailler pour un **futur qui tienne promesse**.

Ce futur nous demande de déposer les armes, d'être plus solidaires, de protéger notre environnement, de cultiver nos valeurs communes, d'**accepter** et de **respecter** nos différences, en renonçant à l'*injonction civilisationnelle*.

Ainsi, ferons-nous naître le monde de nos rêves, un monde du *vivre ensemble*, un monde meilleur pour tous.

Je souhaite plein succès aux travaux de la 76^e session de l'Assemblée générale. Je vous remercie.